



Montreuil, le 07 Avril 2015

GRÈVE À RADIO FRANCE

SERVICE PUBLIC EN DANGER, TOUS CONCERNÉS !

Depuis le 19 mars, les salarié-e-s de Radio France sont en grève illimitée à l'appel de cinq syndicats (CGT, CFDT, SOLIDAIRES, FO et UNSA) pour manifester leur refus de la démolition programmée de Radio France et de ses missions de service public.

Face au désengagement de l'État, à l'étranglement budgétaire actuel, aux projets de restructurations de la direction de Radio France, qui portent atteinte aux emplois, aux métiers, aux contenus, à l'organisation du travail, les salariés sont engagés dans un combat contre les suppressions d'emplois annoncées et pour le développement d'un véritable service public de l'information.

Face à un budget en déficit de 21,3 millions d'euros, la direction de Radio France a adopté en janvier dernier un plan de 50 millions d'euros d'économies d'ici 2019. Un plan qui agirait notamment sur la masse salariale, avec la proposition du PDG Mathieu Gallet d'un « plan de départs volontaires » concernant 200 à 300 salariés, soit autant de suppressions de postes.

Un plan qui, comme à chaque fois qu'il impacte la quantité et la qualité des emplois, ne fera que dégrader encore un peu plus les conditions de travail des salariés, en l'occurrence ceux de Radio France. Cette stratégie va entraîner une dégradation de la qualité des programmes de ses différentes antennes.

Les orientations libérales des gouvernements successifs, adeptes de l'austérité budgétaire, avec lesquelles le pouvoir actuel n'envisage pas de rompre, plongent les services publics en général, qu'ils soient de la santé, de l'éducation, des télécommunications, de l'eau, de l'énergie, du ferroviaire ou dans le cas présent, celui de l'information, dans l'agonie ne permettant pas de répondre aux besoins de l'intérêt général.

Alors que les cheminots se mobilisaient durant plus de 10 jours pour exiger la réunification du système ferroviaire dans une seule et même entité au mois de juin 2014, la même logique a conduit à la promulgation de la loi du 04 août 2014, portant réforme du système ferroviaire. Le gouvernement, appuyé par la direction de la SNCF, n'a pas hésité à passer en force, refusant toutes négociations, jetant les cheminots en grève à la vindicte populaire.

Face à l'entêtement du PDG, Mathieu Gallet, de ne pas vouloir négocier, la Fédération CGT des cheminots tient à exprimer son soutien aux salariés en grève qui se mobilisent pour la défense du service public. C'est, en effet, l'avenir du service public radiophonique de l'information et de la culture qui est en jeu, service public déjà trop malmené et loin de remplir l'ensemble de ses fonctions.

Les salariés de Radio France doivent pouvoir travailler dans des conditions décentes leur permettant d'offrir au public des programmes de qualité.

La Fédération CGT des cheminots demande au gouvernement de prendre ses responsabilités en ouvrant des négociations sérieuses, à même de répondre aux revendications des salariés en grève.